

Le « social » dans l'économie sociale Pour une nouvelle radicalisation

Penser que l'on pourrait réconcilier les secteurs étatique, marchand et non marchand, qui chacun sont sous-tendus par une définition propre et inconciliable du social, est un leurre. Le social de l'économie sociale n'est pas un secteur dont il faudrait fixer avec plus ou moins de justesse les frontières, mais un jugement de valeur contre des pratiques marchandes destructrices de la société, une prise de position forte en rupture avec le capitalisme.

Christian Arnsperger

Christian Arnsperger est économiste et philosophe, maître de recherches du Fonds national de la recherche scientifique et chargé de cours à la chaire Hoover d'éthique économique et sociale de l'université catholique de Louvain.

L'expression « économie sociale » m'a toujours semblé fondamentalement ambiguë. Elle a l'air d'indiquer que notre système capitaliste contemporain relèverait d'une « économie non sociale », voire d'une « économie antisociale ». Pourtant, tout ce qui est économique est nécessairement social puisque cela se déroule au sein d'une société. Certains parlent d'un « désencastrement » de l'économie par rapport au reste de la société¹ — mais, qu'on le veuille ou non, ce « désencastrement » est lui-même un fait... social. En effet, si la sphère économique s'est autonomisée à l'égard d'autres sphères

de la société (comme la coutume, le religieux, et le culturel plus largement), c'est à cause de la manière dont nous avons choisi d'interagir, ou été amenés à interagir, au sein de notre société.

On peut donc remarquer une séparation entre l'économique et le non-économique *au sein* de notre culture, qui est devenue une culture marchande et capitaliste —, mais en même temps, cette séparation elle-même a été un choix culturel, donc ancré dans le social. Le capitalisme, avec ses règles et ses valeurs que bon nombre d'entre nous sont tentés d'appeler « antisociales », n'est pas en dehors de

¹ Voir notamment l'ouvrage classique de K. Polanyi, *The Great Transformation*, New York, Beacon, 1954.

la société belge et en fait tout autant partie que ses associations, ses coopératives et ses ONG... Toute économie est donc sociale! Et l'expression « économie sociale » s'avère redondante: on y dit plus ou moins deux fois la même chose, en insistant d'un côté sur la partie qui s'autonomise — l'économie (capitaliste en l'occurrence) — et d'un autre côté sur l'entité plus large dont elle fait malgré tout toujours partie — la société.

CE QU'EST VRAIMENT LE SOCIAL

Faut-il alors abandonner cette expression? Peut-on encore parler d'« économie sociale » si toute l'économie est sociale? Je ne le crois pas; mais si l'on veut sauver l'expression « économie sociale », il faut accepter de la voir comme ce qu'elle est, c'est-à-dire non pas la description d'un secteur bien clairement défini, mais l'affirmation d'un *jugement de valeur*. Il faut admettre, et surtout faire admettre par nos décideurs, qu'*au sein même* de notre société règne, de façon dominante, une logique qui *détruit du dedans ce qui fait l'essence même du « social »*? Les pratiques marchandes et aussi certaines pratiques étatistes font partie de notre économie, elles sont donc forcément sociales, mais elles sont comme des parasites qui se servent de la société pour en détruire le fonctionnement. Du coup, continuer à parler d'économie sociale, c'est promouvoir une conception de ce qu'est « vraiment » le social, et dénoncer par là même une logique économique dominante destructrice du social.

Il est important d'être clair: si l'on ne veut pas aller jusque-là, alors on ne peut

pas utiliser l'expression « économie sociale ». La question est: sommes-nous prêts à aller jusque-là? Le *business* des promoteurs de l'économie sociale ne les pousse-t-il pas à essayer de se montrer moins radicaux, plus tièdes peut-être?...

LE RÊVE DU TRIANGLE

Ma petite analyse des mots « économie » et « social » peut sembler inutile et intellectuelle. En réalité, elle a des implications importantes pour la pratique. Les promoteurs actuels de l'économie sociale me semblent souvent motivés par ce qu'on pourrait appeler le « rêve du triangle »: ils désirent voir nos social-démocraties se recomposer à travers une coexistence pacifique entre secteur étatique, secteur marchand et secteur non marchand.

Pourtant, je répète qu'en parlant d'« économie sociale », on exprime même sans le vouloir — mais les mots ont leurs lois qui parfois nous dépassent — un jugement assez brutal sur le reste des secteurs: ils seraient « non sociaux », c'est-à-dire qu'ils parasitent pour ainsi dire la société par des logiques qui, du dedans de cette société, en érodent les bases mêmes. Dès lors, parler d'un désencastrement de « l'économique » par rapport « au social », et en appeler à un ré-encastrement, ce n'est donc pas simplement poser la question de la gentille coexistence entre trois secteurs. C'est, en réalité, parler *nécessairement* de la lutte entre trois visions rivales de ce qu'est le social, de ce qui fait « authentiquement » une société humaine. Ce qui s'est désencasté, ce n'est pas l'économique, qui est toujours nécessairement social; ce qui s'est désencasté, c'est

² Voir notamment B. Jessop, *The Capitalist State*, Oxford, Martin Robertson, 1982, et *The Future of the Capitalist State*, Cambridge, Polity, 2002.

³ Parmi bien d'autres, voir: J. Sève, *Un futur présent, l'après-capitalisme*, Paris, La Dispute, 2006; M. Albert, *Realizing Hope: Life Beyond Capitalism*, Londres, Verso, 2006; M. Shuman, *The Small-Mart Revolution*, San Francisco, Berrett-Koehler, 2006.

un ou deux secteurs parasites — l'État capitaliste et le capitalisme marchand² — qui, en quelque sorte, « vampirisent » la société *dans son ensemble (et du dedans)* en tolérant la présence du non-marchand uniquement dans les sous-secteurs que ni l'État ni le marché ne veulent prendre en main! Cela évoque l'image gênante, mais tout de même à méditer, d'un tiers secteur agissant comme le cache-misère de nos démocraties capitalistes, qui ont *besoin* de ce tiers secteur pour mieux pouvoir nier, « officiellement », qu'une société non capitaliste, réellement démocratique, soit autre chose qu'une rêverie de marginal...

Pour remédier à cette image qui lui colle à la peau, le secteur de l'économie sociale ne devrait-il pas, beaucoup plus encore qu'il ne le fait actuellement, se positionner comme une *force de déconnexion à l'égard des logiques et des modes de vie capitalistes*? Les secteurs coopératif et associatif ne sont pas seulement un partenaire « pacifique » au sein d'une « économie plurielle ». Car cette économie plurielle, laissée à sa trajectoire historique, ne sera toujours qu'une économie capitaliste soutenue par un État capitaliste et dotée d'un secteur « associatif » voué au rôle de voiture-balai. Je sais qu'exprimé ainsi le défi est un peu dur, et mon propos semble ingrat à l'égard des multiples initiatives existantes. J'ai aussi le luxe de l'universitaire qui s'exprime du dehors, sinon d'en haut. Notons cependant que mon université aussi est une association sans but lucratif; doit-elle, pour autant, être une accompagnatrice pacifique d'une logique économique dominante qui ronge les ressorts mêmes de notre société?

POUR UN ALTER-SOCIALISME CONTRE-CAPITALISTE

Ce secteur si faiblement appelé « non marchand », et dont je fais partie, gagnerait peut-être à se repositionner davantage comme lieu d'élaboration d'une vie économique radicalement autre que capitaliste et étatiste — par exemple, comme lieu d'élaboration d'une démocratie économique radicale, sans structures patronales capitalistes, sans actionnaires tout-puissants, sans gouvernance d'entreprise hiérarchique, sans consommation transnationale inutile, etc.³ Ne serait-il pas temps de voir dans l'économie sociale non pas un adjuvant (fût-il élaboré et complexe) à ce que j'appelle notre « quasi-démocratie pseudo-capitaliste », mais une pleine et entière *contreculture* qui oppose à la vision actuelle du social une vision du social *radicalement autre*? Les initiatives d'économie sociale ne seraient pas alors principalement dédiées à la réinsertion ou à la réinclusion *dans* une logique dominante, mais à la création sereine et joyeuse d'une alternative à la fois non capitaliste et non étatiste.

Bien entendu, un tel appel n'est pas forcément pour plaire aux actuels « entrepreneurs institutionnels » de l'économie sociale, dont la SAW-B fait partie avec bien d'autres organismes. On me reprochera de jeter par-dessus bord les assises actuelles du mouvement et de vouloir en faire un repaire de *beatnicks* et de « babas cool ». Il n'en est rien. Le malaise de nos actuels « ré-inséreurs » à l'égard d'une radicalisation de l'économie sociale ressemble un peu au malaise des actuels syndicalistes face à l'idée d'un mouvement

ouvrier révolutionnaire. C'est un malaise qui montre une chose : tant le mouvement syndical que l'économie sociale sont sans cesse en danger d'être cooptés par le refrain libéral « Tina — *there is no alternative* ». Mais l'économie sociale, avec son bouillonnement pluriel, est certainement le meilleur lieu où (re)commencer à penser une saine déconnexion à l'égard de la logique capitaliste-étatiste et de ses effets aliénants⁴. Se focaliser principalement sur la réinsertion est peut-être un mal nécessaire, mais ce n'est pas — et ne devrait pas être — le tout de l'économie sociale.

Cette dernière devrait oser afficher son vrai nom : économie *authentiquement* sociale, avec toute sa charge de valeurs et de contestation. Faire de l'économie sociale plus qu'un accompagnateur des dégâts du capitalisme, et davantage un *alter-socialisme contre-capitaliste*, telle devrait être à mon sens l'une des tâches pour les vingt-cinq prochaines années. Sans quoi, comme j'ai essayé de le montrer au début, l'expression même d'« économie sociale » devient une simple tautologie sans réelle force de changement. Non pas faire du social, mais refaire la société... ■

⁴ Sur cette aliénation, voir parmi d'autres : B. Ollman, *Alienation: Marx's Conception of Man in a Capitalist Society*, Cambridge, Cambridge University Press, 1977 (rééd. 2004) ; Ch. Arnsperger, *Critique de l'existence capitaliste*, Paris, Cerf, 2005.